

BANQUE CENTRALE DU CONGO
Direction des Analyses Economiques

**Évolution récente de la conjoncture
économique au 23 juin 2023**

Juin 2023

Le contexte économique international est bonifié par la reprise du commerce mondial au premier trimestre 2023, après deux trimestres consécutifs de baisse. Les échanges mondiaux des biens ont augmenté de 1,9 % par rapport au trimestre précédent, tandis que ceux des services ont progressé de 2,8 %. Cependant, la persistance de facteurs délétères devrait peser sur le commerce mondial sur le reste de l'année. Il s'agit notamment de l'inflation qui demeure obstinément élevée, les vulnérabilités financières, la guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques.

Le contexte économique intérieur relève une accalmie tant sur le marché des biens et services que sur celui des changes. D'une semaine à l'autre, le rythme de formation des prix a ralenti et les taux de change sur les deux segments ont connu des légères variations. Par ailleurs, au cours de la réunion ordinaire de son Comité de Politique Monétaire, la Banque Centrale a durci le dispositif instrumental de sa politique monétaire. En effet, elle a procédé à l'augmentation de son taux directeur de 200 points de base, passant de 9 à 11% l'an et a restauré le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en franc congolais. De 0 %, il a été rétabli à 10 %.

1. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

La conjoncture économique a été marquée par la tenue du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, du 22 au 23 juin courant à Paris (France), portant sur les questions liées à la dette, au climat et au financement du développement. En marge de ce Sommet, la Directrice Générale du FMI a appelé au renforcement de la coopération internationale, particulièrement en faveur des économies les plus vulnérables, telles que les économies du continent africain.

En effet, Madame Kristalina Georgeva a relevé qu'au cours de ces dernières années, le monde a connu d'importantes mutations tout en enregistrant d'énormes déséquilibres entre pays ou régions. C'est le cas notamment des déséquilibres liés aux sources financières, à la répartition des flux de capitaux ainsi que les déséquilibres en termes d'émissions en carbone et leurs conséquences sur l'environnement (économie). A titre exemplatif, les ressources financières sont beaucoup plus importantes dans les pays avancés que dans les pays en développement. Quant aux émissions en carbone, elles sont plus importantes dans les économies avancées et dans les grandes économies de marché émergentes, alors que leurs impacts sont généralement plus sévères dans les pays qui émettent moins de CO2.

Dans ces conditions, il s'avère impérieux de corriger ces déséquilibres entre pays ou régions. Cela nécessite un renforcement de la coopération internationale, traduit par une mobilisation accrue des ressources financières en faveur des plus vulnérables. Pour Madame Kristalina, le FMI en collaboration avec la Banque mondiale s'est engagé dans cette démarche, avec notamment le fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) et le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (Resilience and Sustainability Trust « RST », en anglais).

Il apparaît donc clairement que la priorité pour le FMI et la Banque mondiale est de mobiliser davantage de financements concessionnels et des dons pour répondre aux déséquilibres et combler l'écart de financement dans les pays en développement. En outre, le FMI appelle pour une redistribution, par les pays développés, de l'allocation générale des DTS en faveur des pays vulnérables.

Par ailleurs, d'après ses statistiques publiées le 21 juin courant, la CNUCED fait état de la reprise du commerce mondial au premier trimestre 2023, après deux trimestres consécutifs de baisse. En effet, entre janvier et mars 2023, la croissance du commerce a été positive tant pour les biens que pour les services.

Les échanges mondiaux des biens ont augmenté de 1,9 % par rapport au trimestre précédent, tandis que ceux des services ont progressé de 2,8 %. Cependant, la CNUCED indique que les perspectives du commerce pour le reste de l'année 2023 sont sombres, en raison notamment de la persistance de l'inflation élevée, des vulnérabilités financières, de la guerre en Ukraine et des tensions géopolitiques.

2. ANALYSE DU CONTEXTE INTÉRIEUR

D'une semaine à l'autre, l'économie congolaise est demeurée globalement stable aussi bien sur le marché des biens et services que sur celui des changes, sur fond du renforcement de la coordination des politiques conjoncturelles.

Sur le marché des biens et services, l'inflation a ralenti au cours de la troisième semaine du mois de juin 2023 pour s'établir à 0,240 % contre 0,702 % la semaine précédente, portant le cumul annuel à 9,445 %. En glissement annuel, l'inflation est ressortie à 17,3 % face à une cible annuelle de 11,5 %.

De son côté, le marché des changes a été caractérisé par une relative accalmie sur le marché des changes, traduit par des faibles variations des taux de change sur les deux segments. La monnaie nationale s'est légèrement appréciée de 0,60 %, d'une semaine à l'autre, à l'interbancaire, alors qu'au parallèle, elle a connu une légère dépréciation de 0,52 %. Les réserves internationales se sont établies à 4,3 milliards de USD au 22 juin 2023, correspondant à une couverture d'importations de 2,3 mois.

Concernant la gestion des finances publiques, le mois de juin 2023 généralement caractérisé par des pressions sur la dépense publique. Au 23 juin courant, l'exécution du plan de trésorerie s'est soldée par un déficit de 267,9 milliards contre celui programmé de 785,5 milliards pour le mois.

S'agissant du secteur monétaire, il y a lieu de relever le changement du dispositif instrumental de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo. En relevant son taux directeur, la Banque Centrale du Congo entend améliorer l'attractivité des actifs en monnaie nationale, stimuler l'augmentation des achats de ces titres par le public, contribuant ainsi au retrait d'une partie de la liquidité excédentaire. Celle-ci pouvait se retrouver sur les marchés et accentuer l'inflation et la dépréciation monétaire. Elle permet par ailleurs de lutter contre les demandes spéculatives de crédits. En augmentant le coefficient de réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, la Banque Centrale s'emploie, dans le même ordre d'idées, à ponctionner davantage la liquidité excédentaire. L'effet recherché dans les deux cas est de contrer la surchauffe sur les marchés.

Tant que persisteront une inflation et une dépréciation monétaire résolument élevées, la dollarisation de l'économie s'accroîtra, la spéculation s'enracinera et cette évolution incitera au détournement vis-à-vis des activités productives.

Sans préjudice de ce qui précède, la Banque Centrale, au regard du clivage entre l'évolution des recettes d'exportation et celle de l'offre des devises sur le marché, est en train de contrôler le respect des délais de rapatriement de recettes d'exportation conformément aux dispositions réglementaires en la matière. Elle examine, d'autre part, les utilisations de ces rapatriements et leur adéquation avec l'évolution des dépôts en devises.

Concomitamment à ces mesures, il est systématiquement procédé à la ventilation des besoins en devises des banques commerciales pour saisir la nature réelle ou spéculative des demandes exprimées et la justification tant des importations des billets de banques en monnaies étrangères.

2.1. Secteur réel

Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de la croissance, en dépit d'un environnement international difficile. Par ailleurs, à la troisième semaine du mois de juin 2023, il s'observe des augmentations des prix des biens et services d'une semaine à l'autre. Cette tendance de rebond d'inflation est continue depuis la dernière semaine du mois de mai 2023.

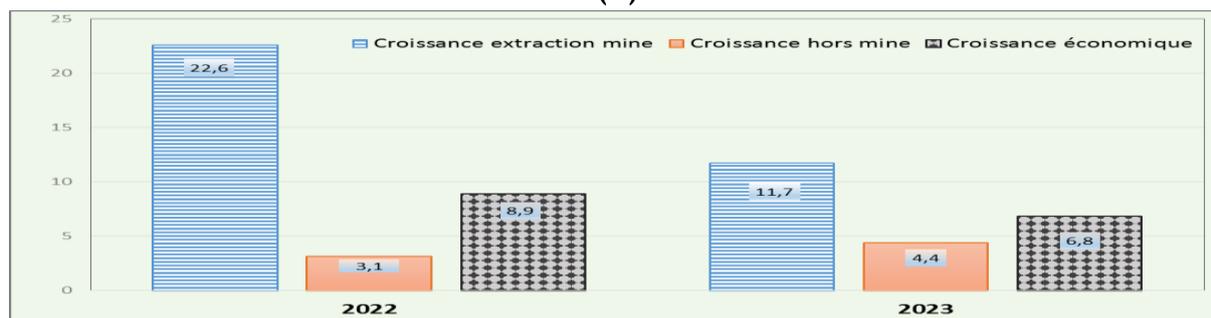
2.1.1. Croissance

Les dernières estimations indiquent que la croissance du PIB réel devrait s'établir à 6,8 % contre 8,9 % l'année précédente. Ce niveau de croissance est nettement supérieur à celui projeté pour l'Afrique Subsaharienne par la BAD, soit 4,0 %.

Cette évolution procède essentiellement de l'accroissement de l'activité des industries extractives (notamment le secteur minier), dont la valeur ajoutée devrait croître de 11,7 % en 2023 contre 22,6 % en 2022. En revanche, les activités hors mines progresseraient de 4,4 % contre 3,1 % l'année précédente.

En outre, l'activité du secteur non minier serait soutenue par la poursuite de la réalisation de grands travaux d'infrastructures avec l'exécution du programme de développement local de 145 territoires (PDL-145), d'une part, et de la relance du secteur agricole, d'autre part.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et branche extraction (%)



Source : Cadrage FMI.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Au mois d'avril 2023, les résultats de l'enquête du baromètre de conjoncture renseignent une légère amélioration de l'optimisme affiché par les chefs d'entreprises. En effet, le solde global brut des opinions pour la période sous revue s'est établi à +32,9 %, venant de +32,1 % le mois d'avant.

Graphique 2 : Évolution du solde global d'opinions des chefs d'entreprises 2022-2023



Source : BCC.

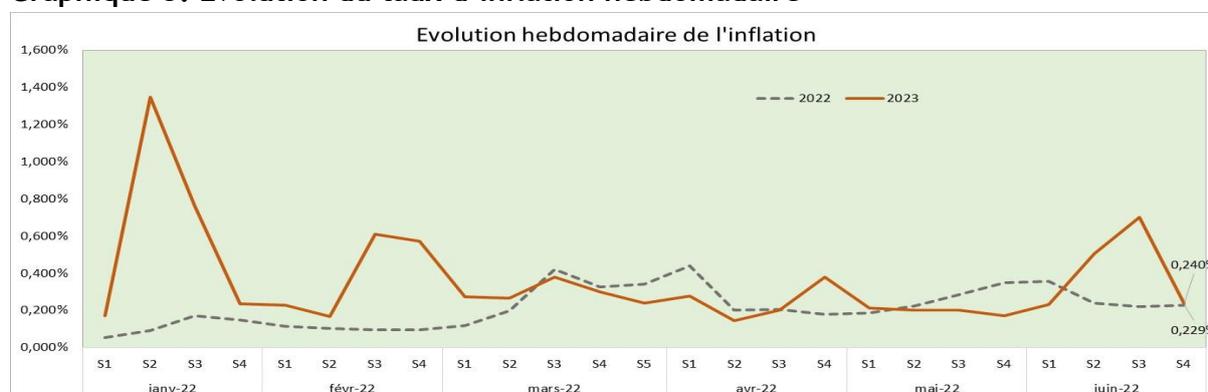
Le maintien de cet optimisme tient de la bonne tenue de l'activité dans certaines branches retenues dans l'échantillon de cette enquête, notamment « l'industrie extractive », « l'électricité et eau » et « la construction ».

2.1.3. Marché des biens et services

Au cours de la troisième semaine du mois de juin, l'inflation hebdomadaire a ralenti après une forte accélération la semaine précédente. En effet, elle s'est établie à 0,240 % contre 0,702 % réalisée la semaine d'avant. Ce résultat tient de l'évolution des fonctions de consommation telles que « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison », « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « Transports » et « Biens et services divers ». La contribution totale à l'inflation hebdomadaire de ces cinq postes est de 64,7 %.

Quant aux fonctions « Articles d'habillement et chaussures », « Communications », « Restaurants et hôtels », ils ont renseigné des légères hausses de leur rythme de progression.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire



Source : BCC sur base des données de l'INS.

En cumul et en glissement, l'inflation est ressortie respectivement à 9,4 % et 17,3 % face à une cible annuelle de 11,5 %.

2.2. Secteur des finances publiques

Au mois de juin courant, le plan de trésorerie prévisionnel prévoit un déficit de 785,5 milliards de CDF pour le mois. Les recettes s'établiraient à 1.364,6 milliards de CDF et les dépenses se chiffraient à 2.150,1 milliards. Ce gap devra être entièrement couvert par l'appui budgétaire attendu de la Banque mondiale et les émissions des titres publics.

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat en juin 2023

Au 23 juin 2023, l'exécution du plan de trésorerie s'est soldée par un déficit de 267,9 milliards contre celui programmé de 785,5 milliards pour le mois.

Concernant les recettes, elles se sont chiffrées à 1.022,2 milliards de CDF, soit un taux de réalisation a été de 74,9 %. Les recettes fiscales ont atteint 861,2 milliards de CDF, avec les contributions respectives de la DGI et de la DGDA de 490,4 milliards et 370,8 milliards. Les recettes non fiscales collectées par la DGRAD se sont chiffrées à 140,6 milliards de CDF. En outre, il convient de relever que les recettes provenant des pétroliers producteurs se sont établies à 20,5 milliards de CDF.

S'agissant des dépenses publiques, elles ont été exécutées à hauteur de 1.290,1 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 60,0 % par rapport à la programmation mensuelle. Ces décaissements effectués ont concerné pour les « salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat », les « frais de fonctionnement des institutions et ministères », les « subventions » et les « dépenses en capital ».

En cumul annuel, au 23 juin 2023, la balance des opérations financières de l'Etat affiche un déficit de 652,7 milliards de CDF, résultant des recettes de l'ordre de 8.314,1 milliards et des dépenses de 8.966,7 milliards.

❖ Situation des Bons et Obligations du Trésor

Le Trésor annonce une adjudication des Obligations du Trésor en dollar américain, le mardi 27 juin 2023, pour un montant de 100,0 millions de USD. Ces titres auront une maturité de 2 ans avec un taux d'intérêt de 10 % l'an.

Concernant les remboursements des titres échus, le Trésor a, au cours de la période sous revue, remboursé globalement 135,1 milliards de CDF dont 46,5 milliards au titre des Bons du Trésor et 88,6 milliards des Obligations du Trésor.

2.3. Secteur extérieur

En rythme hebdomadaire, il a été observé une relative accalmie sur le marché des changes, traduit par des faibles variations des taux de change sur les deux segments. Les réserves internationales se sont établies à 4,3 milliards de USD au 22 juin 2023, correspondant à une couverture d'importations de 2,3 mois. Les cours mondiaux de principaux produits de base intéressant l'économie congolaise ont évolué de manière distincte.

2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

Au 23 juin 2023, le taux de change indicatif s'est établi à 2.351,52 CDF, soit une légère appréciation hebdomadaire de la monnaie nationale de 0,60 %. Par contre, au parallèle, le franc congolais s'est légèrement déprécié de 0,52 %, d'une semaine à l'autre, situant le cours à 2.435,50 CDF le dollar américain.

Dans les grandes villes des provinces, le taux de change moyen s'est situé à 2.389,47 CDF le dollar américain, soit une dépréciation hebdomadaire de 1,09 %.

L'exécution du budget en devises, au 21 juin 2023, s'est soldée par un excédent mensuel de 98,9 millions d'USD, résultant d'un niveau des recettes de 194,8 millions de USD et celui des dépenses de 95,9 millions.

Les réserves internationales se sont établies à 4,3 milliards d'USD au 22 juin 2023, représentant une couverture d'importations de 2,35 mois.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 22 juin 2023, le baril du pétrole s'est négocié à 72,91 USD, soit une baisse hebdomadaire de 3,51 %, en raison des inquiétudes liées aux perspectives de l'économie mondiale, avec la hausse des taux d'intérêt directeurs dans les pays avancés.

Le prix de la tonne de cuivre s'est accru de 2,26 % pour s'établir à 8.670,40 USD sur le London Metal Exchange (LME), quant au cours du cobalt, il s'est maintenu à 28.838,85 USD d'une semaine à l'autre. L'once d'or s'est négociée à 1.927,25 USD, enregistrant une très légère baisse hebdomadaire de 0,17 %.

Les cours du riz et du maïs ont connu des baisses respectives de 0,67 % et 8,03 % se situant à 388,19 USD et 223,02 USD la tonne.

2.3.3. Balance des biens

A fin mai 2023, le volume des échanges des biens entre la RDC et le reste du monde a reculé de 13,14 %, en raison de la baisse tant de la valeur des importations que celle des exportations par rapport à la période de correspondante de 2022.

La balance commerciale affiche un excédent de 2.613,04 millions d'USD contre celui de 3.253,72 millions enregistré une année plus tôt. Rapproché au PIB, cet excédent représente 3,81 % contre 4,94 %.

2.4. Secteur Monétaire

La Banque Centrale du Congo a procédé à son deuxième relèvement de son taux directeur, lequel est passé de 9,0 à 11 % l'an en date du 19 juin 2023. A la même date, elle a également augmenté le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale qui est passé de 0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité.

2.4.1. Comportement des agrégats monétaires

Au 23 juin 2023, la monnaie centrale a enregistré une hausse hebdomadaire de 3,7 %, pour s'établir à 7.451,9 milliards de CDF. Cette situation tient de la hausse des actifs intérieurs nets de 277,4 milliards de CDF alors que les avoirs extérieurs nets régressé de 5,4 milliards de CDF.

S'agissant des composantes, la hausse de la base monétaire résulte des hausses enregistrées par les engagements envers les autres institutions de dépôts et de la circulation fiduciaire respectivement de 210,1 milliards de CDF et de 61,8 milliards.

De même, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une hausse hebdomadaire de 0,2 % pour s'établir à 28.535,3 milliards de CDF. Cette augmentation de l'offre de monnaie résulte d'une hausse des actifs intérieurs nets de 67,3 milliards de CDF alors que les actifs extérieurs nets ont baissé de 5,5 milliards.

Pour ce qui est des composantes, la hausse des passifs monétaires au sens large est notamment localisée au niveau des numéraires hors institutions des dépôts.

2.4.2. Marché monétaire

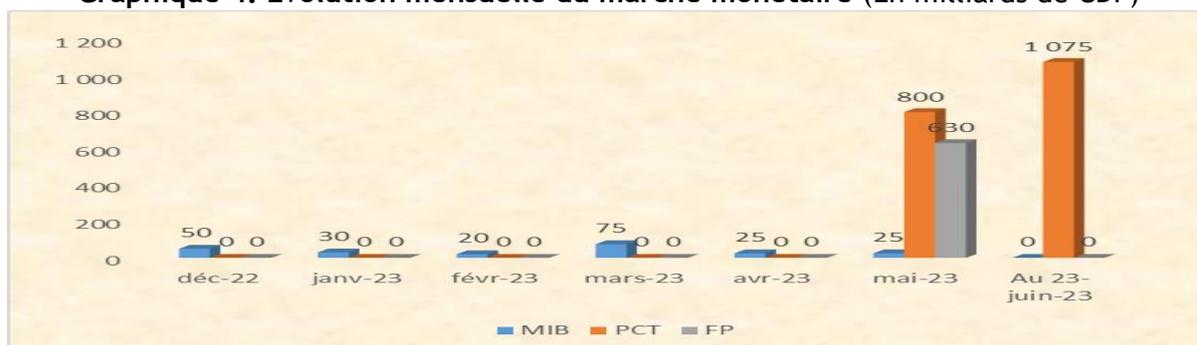
Au 23 juin 2023, le guichet des prêts à court terme affiche un volume mensuel d'opérations à hauteur de 1.075,0 milliards de CDF. En cumul annuel au 23 juin 2023, le volume des transactions enregistré sur ce guichet se situe à 1.875,0 milliards de CDF contre celui de 4.015,5 milliards observé en 2022.

Le guichet des facilités permanentes, quant à elle, affiche un volume annuel cumulé des opérations de 630,0 milliards de CDF contre celui de 687,5 milliards, enregistré en 2022.

Le marché interbancaire n'a enregistré aucune opération durant les trois premières semaines du mois de juin 2023. En cumul annuel au 23 juin, le volume des opérations y enregistré se situe à 175,0 milliards de CDF contre celui de 1.306,0 milliards pour l'année 2022.

Quant aux taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets, ils se situent à 8,00 %, 11,0 % et 12,0 %, respectivement sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

Graphique 4. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



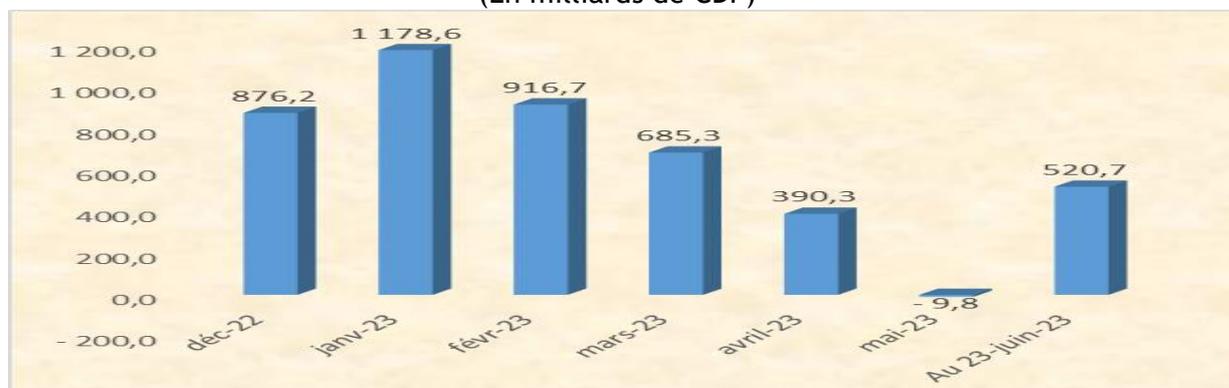
Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

Au 23 juin 2023, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une hausse hebdomadaire de 208,9 milliards de CDF, pour se situer à 2.896,3 milliards.

La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.375,6 milliards, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales positive de 520,7 milliards de CDF contre un niveau de 311,8 milliards une semaine auparavant. Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 125,4 milliards de CDF.

Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin mai 2023, les dépôts de la clientèle ont connu une baisse mensuelle 2,6 %, pour s'établir à 10.864,9 millions d'USD. La structure de dépôts reste dominée par les dépôts des ménages et des entreprises privées qui ont représenté respectivement 33,6 % et 31,6% du total, suivis de ceux des entreprises publiques, des petites et moyennes entreprises et de l'Administration publique qui atteignent respectivement 12,0 %, 10,8 % et 4,3 %.

Par contre, les crédits bruts ont enregistré une hausse mensuelle de 6,7 %, s'établissant à 5.530,8 millions d'USD contre un niveau de 5.181,28 millions à fin avril 2023. Cette situation découle principalement des crédits octroyés aux entreprises publiques, privées ainsi qu'aux ménages. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits restent dominés par ceux en devises.

2.4.5. Évolution de l'émission monétaire

L'émission monétaire nette cumulée s'est établie à 568,5 milliards de CDF, tenant d'une mise en circulation fiduciaire de 628,6 milliards et des destructions de 60,1 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 2.618,0 milliards dont 65,0 % en provinces.

2.5. Etat des instruments de la politique monétaire

2.5.1. Le taux directeur

La Banque Centrale du Congo a procédé à son deuxième relèvement de son taux directeur, lequel est passé de 9,0 à 11 % l'an en date du 19 juin 2023. Cette hausse vise à éviter l'ancrage des anticipations inflationnistes dans les chefs des agents économiques, dans un contexte marqué par la persistance des incertitudes au niveau mondial surtout en ce qui concerne la croissance et l'inflation.

2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

En date du 19 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de l'augmentation du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

2.5.3. Les fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

Lors de la séance d'adjudication du 21 juin 2023, il a été proposé de porter les adjudications des Bons BCC à 200,0 milliards de CDF, répartis à travers les bornes supérieures des fourchettes des titres suivants : Bon BCC à 7 jours : 130,0 milliards de CDF, Bon BCC à 28 jours : 50,0 milliards de CDF et Bon BCC à 84 jours : 20,0 milliards de CDF.

Tableau 1. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 21 juin 2023

Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	130,00	130,00	130,00
Bon BCC à 28 jours	50,00	0,00	0,00
Bon BCC à 84 jours	20,00	0,00	0,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Par rapport aux résultats, les soumissions proposées ont porté que sur le titre à 7 jours, pour un import de 130,0 milliards de CDF. La totalité du montant a été retenue.

Graphique 6. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours des Bons BCC est passé de 190,0 milliards de CDF à 200,0 milliards, soit une ponction hebdomadaire de 10,0 milliards. Cet encours est reparti de la manière suivante : 130,0 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours et 70,0 milliards pour celle à 28 jours. En cumul annuel, au 21 juin 2023, les charges des Bons BCC se sont situées à 8.376,86 millions de CDF.

ANNEXES

ANNEXE 1: NOTE EXPLICATIVE SUR LE REAJUSTEMENT DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DE CHANGE

L'économie congolaise est confrontée, depuis plus d'une année, à des chocs récurrents exogènes et endogènes se répercutant sur la demande et l'offre des biens, des services et des devises. Sans préjudice des évolutions favorables attestées par la persistance d'une croissance forte de l'économie congolaise depuis 2021, des incertitudes s'observent quant à la persistance d'une inflation résolument élevée affectant la perte du pouvoir d'achat de la population et la cohésion sociale.

Au plan de la demande, ces chocs procèdent de la poussée des dépenses sécuritaires occasionnées par le Conflit à l'Est du pays, des débours humanitaires y relatifs liés à la réinstallation et à la prise en charge des populations déplacées auxquelles s'ajoutent celle causée par les catastrophes naturelles. Malgré le non recours aux avances de la Banque Centrale depuis août 2020, l'accélération de la dépense publique est-elle qu'elle se traduit par la baisse rapide des dépôts de l'État difficile de contrebalancer avec les ponctions de la politique monétaire et de change. Il en résulte l'expansion nette de la liquidité dont une partie est convertie en devises. Ce qui conduit à la montée de l'inflation et de la dépréciation monétaire. Cette situation est encore rendue difficile avec la raréfaction des devises dans un contexte d'accroissement continu des rapatriements des recettes d'exportation.

Au plan de l'offre, il s'observe, en effet depuis juillet 2022, une baisse tendancielle de l'offre des devises coïncidant avec la politique d'un dollar fort attestée par les relèvements substantiels de taux directeurs de la FED. De l'autre côté, il est constaté, d'une part, l'expansion des recettes d'exportations et des demandes d'importations des billets de banque en monnaies étrangères, et d'autre part, une stagnation tendant vers une contraction des dépôts de devises au sein du système bancaire.

1. Réponses d'ordre conjoncturel

Au niveau de la demande, en relevant le taux directeur, la Banque Centrale du Congo améliore l'attractivité des actifs en monnaie nationale, incite à l'augmentation des achats de ces titres par le public et procède au retrait d'une partie de la liquidité excédentaire. Celle-ci pouvait se retrouver sur les marchés et accentuer l'inflation et la dépréciation monétaire.

En augmentant le coefficient de réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, la Banque Centrale s'emploie, dans le même ordre d'idées, à ponctionner davantage la liquidité excédentaire. L'effet recherché dans les deux cas est de contrer la surchauffe sur les marchés. Tant que persiste l'inflation et la dépréciation monétaire, la dollarisation de l'économie s'accroîtra, la spéculation s'enracinera et cette évolution provoquera le détournement vis-à-vis des activités productives.

L'inflation freine la croissance et aggrave la dollarisation de l'économie (voir statistiques en annexe). Ainsi, à l'inflation en glissement annuel de 17,3% en 2023 est corrélée une croissance de 6,8% contre une inflation de 13,1% et une croissance de 8,9% en 2022. Par ce réajustement de la politique monétaire et de change, la

Banque Centrale entend ramener l'inflation vers la cible annuelle et favoriser l'augmentation de la croissance.

Au niveau de l'offre des devises, au regard du clivage entre l'évolution des recettes d'exportation et celle de l'offre des devises, la Banque Centrale poursuit le contrôle sur le respect des délais de rapatriement de recettes d'exportation conformément aux dispositions réglementaires en la matière. Elle examine, d'autre part, les utilisations de ces rapatriements et leur adéquation avec l'évolution des dépôts en devises.

Concomitamment à ces mesures, il est procédé à une ventilation des besoins en devises pour en saisir la nature réelle ou spéculative des demandes exprimées et la justification des importations crescendo des billets de banques en monnaies étrangères.

2. Réponses de dimension structurelle

La Banque Centrale continuera, dans sa fonction de conseiller du Gouvernement en matière économique, à insister sur la poursuite du Programme de développement local de 145 territoires en veillant sur le contrôle de l'adéquation entre les exécutions financières et physiques des projets. Il en est de même de la coordination des politiques sectorielles et de transformation économique (politiques agricoles, industrielles, minières, forestières...).

L'objectif visé est la substitution des importations par la production intérieure, le désenclavement du pays par l'amélioration de la connectivité nationale, l'exploitation des bassins de production des produits de première nécessité. L'augmentation des utilités et des activités qui en découlera induira une plus grande création des emplois et des revenus et partant une plus grande demande de monnaie à laquelle s'ajustera l'offre de monnaie avec les opérations impliquées du crédit.

De cette façon, il sera possible de réduire progressivement les importations de certains produits de première nécessité et partant la demande des devises. L'exportation de certains produits transformés permettra de rehausser l'offre des devises. La restauration de l'équilibre durable sur le marché des changes est à ce prix.

=====

ANNEXE 2 : STATISTIQUES

Tableau 1. Evolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Evolution de l'indice national des prix à la de consommation des ménages									
Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2022	Décembre						335,973	1,416%	
	I	332,06	0,236%	11,816%	335,168	12,862%			12,688%
	II	332,83	0,230%	12,074%	335,158	12,858%			12,794%
	III	333,84	0,306%	12,416%	335,411	12,944%			12,988%
	IV	334,89	0,312%	12,767%	335,676	13,033%			13,103%
	V	335,97	0,324%	13,133%	335,973	13,133%			13,133%
2023	Janvier						344,521	2,544%	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590%	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475%	
	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%			17,003%
	II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%
	III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%
	IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%
	V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%
	Avril						358,748	1,010%	
	I	356,15	0,277%	6,004%	417,215	24,181%			16,703%
	II	356,67	0,146%	6,159%	413,321	23,022%			16,639%
	III	357,39	0,203%	6,374%	410,698	22,242%			16,635%
	IV	358,75	0,380%	6,779%	410,616	22,217%			16,867%
	Mai						361,594	0,793%	
	I	359,51	0,213%	7,006%	408,562	21,606%			16,897%
	II	360,23	0,201%	7,221%	406,607	21,024%			16,868%
	III	360,97	0,204%	7,440%	404,887	20,512%			16,774%
	IV	361,59	0,173%	7,626%	403,029	19,959%			16,568%
	Juin								
	I	362,43	0,232%	7,876%	401,908	19,625%			16,421%
	II	364,26	0,505%	8,421%	403,356	20,056%			16,729%
	III	366,82	0,702%	9,182%	406,412	20,966%			17,287%
	IV	367,70	0,240%	9,445%	405,348	20,649%			17,300%

Source : INS

Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)

Branche	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Solde global	2022	27,8	28,3	27,5	27,2	27,0	25,4	26,0	27,2	28,0	28,8	28,9	29,7
	2023	31,2	31,5	32,1	32,9								
Industrie Manufacturière	2022	10,4	10,1	4,8	4,1	3,8	4,1	6,4	8,0	9,6	9,0	8,8	9,3
	2023	8,7	7,4	7,2	6,6								
Electricité et Eau	2022	14,4	21,7	14,0	18,9	19,5	22,5	20,4	22,4	22,7	25,1	23,5	23,7
	2023	22,9	25,7	25,8	27,3								
Industrie Extractive	2022	31,9	33,3	31,3	30,7	30,6	28,8	29,3	30,4	32,7	34,0	35,4	35,8
	2023	36,6	36,7	38,4	39,0								
Construction	2022	15,2	16,5	8,7	5,0	11,7	15,4	19,3	22,5	24,9	25,7	26,5	24,2
	2023	21,7	19,2	25,2	26,9								
Services	2022	13,6	17,5	12,8	12,7	11,2	11,8	13,8	10,5	12,3	10,7	10,0	11,2
	2023	11,6	14,2	17,9	16,5								

Source : BCC

Tableau 3. Estimation du taux de croissance par l'approche de la production

BRANCHES D'ACTIVITES	fin decembre 2021			fin decembre 2022		
	Variation (%)	Contr. Cr ois. PIB Reel (%)	Contrib en point de	Variation (%)	Contr. Cr ois. PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss.
Secteur primaire	7,5	54,9	3,41	15,6	80,4	7,18
Agriculture, forêt, élevage, chasse et p	2,4	5,9	0,37	2,4	4,0	0,36
Agriculture	2,8	6,8	0,42	2,4	3,9	0,34
Vivrière	3,1	7,2	0,45	2,6	4,1	0,36
Rente	-10,2	-0,4	-0,02	-9,7	-0,2	-0,02
Sylviculture	-9,9	-0,9	-0,06	2,7	0,2	0,01
Élevage, pêche et chasse	3,0	0,0	0,00	2,6	0,0	0,00
Extraction	10,14	49,0	3,04	21,93	76,4	6,82
Extraction des hydrocarbures	1,8	0,1	0,003	6,3	0,1	0,010
Extraction des minéraux, pierres et a	10,2	49,0	3,04	22,0	76,3	6,81
Secteur secondaire	3,2	8,1	0,505	2,8	4,7	0,422
Industries manufacturières	4,1	6,9	0,43	2,4	2,8	0,25
Industries alimentaires, boissons et ta	4,6	6,5	0,41	2,5	2,4	0,21
Autres industries manufacturières	1,4	0,4	0,02	2,2	0,4	0,04
Electricité, gaz, vapeur et eau	3,9	0,4	0,02	3,3	0,2	0,02
Bâtiment et travaux publics	1,1	0,8	0,05	3,5	1,7	0,15
Secteur tertiaire	5,6	34,1	2,11	3,3	13,9	1,24
Transports et Télécommunication	9,8	19,7	1,22	4,5	6,6	0,59
Transports	4,1	4,4	0,27	2,7	2,0	0,17
Télécommunication	16,2	15,4	0,95	6,5	4,7	0,42
Commerce	3,9	8,7	0,54	2,7	4,2	0,37
Autres services marchands	3,4	4,9	0,30	3,0	2,8	0,25
Banques et assurances	3,2	0,8	0,05	5,9	0,9	0,08
Autres services	3,5	4,1	0,26	2,4	1,9	0,17
Services d'administration publique	2,0	1,1	0,07	2,0	0,7	0,06
Education	2,0	0,0	0,00	3,0	0,0	0,00
Santé	4,0	0,0	0,00	4,0	0,0	0,00
Autres services non marchands	2,0	1,0	0,06	2,0	0,7	0,06
SIFIM	3,2	-0,4	-0,02	5,9	-0,5	-0,04
PIB au prix de base	6,1	97,1	6,0	8,9	99,0	8,8
Taxes sur les produits	17,3	2,9	0,2	7,7	1,0	0,1
PIB aux prix constants	6,2	100,0	6,2	8,9	100,0	8,9
PIB hors mines	4,5	51,0	3,2	3,1	23,6	2,1

Source : BCC, suivant les données de la CESC. (e) Estimation

Tableau 4. Exécution des opérations financières de l'Etat en juin 2023 et 2022
(En milliards de CDF, sauf indication contraire)

RUBRIQUES	MOIS DE JUIN 2022			AU 23 JUIN 2023		
	Program.	Réal	Exéc. en %	Program.	Réal	Exéc. en %
Douanes et accises (DGDA)	370,8	304,4	82,1	400,4	370,8	92,6
Impôts directs et indirects (DGI)	394,3	497,7	126,2	511,6	490,4	95,8
Recettes non fiscales (DGRAD)	245,8	256,7	104,4	313,5	140,6	44,8
Pétroliers Producteurs	36,8	48,4	131,7	65,0	20,5	31,5
Dons et autres recettes	73,3	360,3	491,4	74,1	0,0	0,0
Total revenus et dons	1120,9	1467,5	130,9	1364,6	1022,2	74,9
Dépenses courantes	926,9	1244,7	134,3	1163,5	955,7	82,1
Salaires	515,7	617,6	119,7	568,3	338,7	59,6
Intérêt sur la dette	19,2	20,3	105,4	43,9	8,2	18,7
dont dette extérieure	1,7	2,7	159,9	32,8	3,5	10,6
Frais de fonct. Inst. et Min.	178,7	401,0	224,4	275,6	412,5	149,7
Institutions Politiques	82,8	218,0	263,4	119,5	171,8	143,7
Ministères	96,0	183,0	190,7	156,0	240,7	154,2
Dépenses en capital	334,4	375,0	112,1	246,3	244,2	99,2
Amortissement de la dette	18,9	10,9	57,8	35,9	17,9	49,9
Autres dépenses	110,8	296,9	267,9	704,4	72,3	10,3
dont élections	60,0	139,4	232,3	0,0	0,0	
Total dépenses (+amort. dette)	1391,1	1927,6	138,6	2150,1	1290,1	60,0
Solde de trésorerie	-270,1	-460,1	170,3	-785,5	-267,9	

Source : BCC, sur la base du PTR du secteur public (Ministère des Finances/DTO).

Tableau 5. Cours des produits miniers et énergétiques

	30-déc.-22	31-janv.-23	28-févr.-23	31-mars-23	28-avr.-23	31-mai-23	15-juin-23	22-juin-23	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	86,00	82,84	84,10	84,14	79,07	72,92	75,56	72,91	-3,51
Cuivre LME \$/tm	8 379,00	9 087,00	8 843,35	8 935,00	8 590,00	8 016,20	8 478,65	8 670,40	2,26
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	56 026,49	51 434,88	51 434,88	34 172,19	34 260,49	34 247,00	28 838,85	28 839,07	0,00
Or New York \$/o.t.	1 824,82	1 926,78	1 831,50	1 960,55	1 988,07	1 974,55	1 930,50	1 927,25	-0,17

Source : les échos.

Tableau 6. Cours des produits agricoles

	30-déc.-22	31-janv.-23	28-févr.-23	31-mars-23	28-avr.-23	31-mai-23	15-juin-23	22-juin-23	Var hebdo en %
Riz Chicago \$/tonne	405,96	393,93	382,34	386,09	385,17	381,68	390,79	388,19	-0,67
Blé Chicago \$/tonne	290,81	279,04	259,41	256,65	226,62	220,99	244,34	269,15	10,16
Maïs Chicago \$/tonne	249,45	250,37	236,07	244,63	214,12	219,97	242,50	223,02	-8,03

Source : les échos.

Tableau 7. Evolution comparative de la balance des biens 2022-2023 (en millions de USD)

	CUMUL A FIN MAI 2023		
	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽²⁾	Variation (%)
EXPORTATIONS	12 372,95	10 640,11	-14,01
IMPORTATIONS	9 119,23	8 027,07	-11,98
SOLDE	3 253,72	2 613,04	-19,69

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle

(1) 2022 : Situation de la balance des paiements provisoire.

(2) Janvier à mars 2023 : Situation de la Balance des Paiements provisoire

(2) Avril à Mai : Situation en accélération tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la douane.

Tableau 8. Evolution du taux de change à Kinshasa

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			en %	en CDF
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		
31-déc.-21	1 999,97	2 040,00	2 049,33	2 044,67						
30-déc.-22	2 016,91	2 126,67	2 150,00	2 138,33	-0,84	-4,08	-4,68	-4,38	6,02	121,42
	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
31-janv.-23	2 032,50	2 198,33	2 220,00	2 209,17	-0,77	-3,26	-3,15	-3,21	8,69	176,67
28-févr.-23	2 036,23	2 291,67	2 311,67	2 301,67	-0,95	-7,20	-6,99	-7,10	13,04	265,44
31-mars-23	2 036,70	2 312,50	2 330,75	2 321,63	-0,97	-8,04	-7,76	-7,89	13,99	284,93
28-avr.-23	2 230,64	2 332,00	2 345,00	2 338,50	-9,58	-8,81	-8,32	-8,56	4,84	107,87
31-mai-23	2 307,70	2 349,50	2 367,50	2 358,50	-12,60	-9,48	-9,19	-9,34	2,20	50,80
16-juin-23	2 365,53	2 407,50	2 438,00	2 422,75	-14,74	-11,66	-11,81	-11,74	2,42	57,22
19-juin-23	2 366,18	2 408,75	2 438,75	2 423,75	-14,76	-11,71	-11,84	-11,78	2,43	57,57
20-juin-23	2 364,35	2 408,75	2 440,00	2 424,38	-14,69	-11,71	-11,89	-11,80	2,54	60,02
21-juin-23	2 368,94	2 411,25	2 440,00	2 425,63	-14,86	-11,80	-11,89	-11,84	2,39	56,68
22-juin-23	2 389,58	2 411,25	2 440,50	2 425,88	-15,60	-11,80	-11,90	-11,85	1,52	36,29
23-juin-23	2 351,52	2 425,50	2 445,50	2 435,50	-14,23	-12,32	-12,08	-12,20	3,57	83,98
Variation hebdomadaire au 23 juin 2023					0,60	-0,74	-0,31	-0,52		

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 9. Evolution taux de change en provinces

	LUBUMBASHI	MATADI	BOMA	KANANGA	MBUJI-MAYI	MBANDAKA	KISANGANI	BUKAVU	GOMA	BANDUNDU	KINDU	MOYENNE
31 mars 2023	2 260,00	2 291,67	2 289,17	2 225,00	2 284,40	2 275,00	2 225,00	2 262,29	2 215,00	2 290,00	2 300,00	2 265,23
28 avril 2023	2 260,00	2 301,67	2 291,67	2 280,00	2 305,00	2 325,00	2 290,00	2 295,08	2 250,00	2 300,00	2 300,00	2 290,77
26 mai 2023	2 275,00	2 313,33	2 321,67	2 320,00	2 328,75	2 325,00	2 325,00	2 322,50	2 332,56	2 350,00	2 300,00	2 319,44
2 juin 2023	2 325,00	2 313,33	2 325,00	2 340,00	2 328,75	2 325,00	2 325,00	2 322,29	2 329,21	2 350,00	2 300,00	2 325,78
9 juin 2023	2 325,00	2 308,33	2 334,17	2 340,00	2 355,00	2 325,00	2 325,00	2 324,17	2 329,21	2 343,75	2 308,33	2 328,91
16 juin 2023	2 362,50	2 365,00	2 364,17	2 350,00	2 355,00	2 400,00	2 350,00	2 340,83	2 361,75	2 362,50	2 385,00	2 363,34
23 juin 2023	2 390,00	2 370,00	2 380,83	2 350,00	2 355,00	2 435,00	2 375,00	2 393,33	2 475,00	2 375,00	2 385,00	2 389,47
variation hebdo au 23 juin 2023	-1,15	-0,21	-0,70	0,00	0,00	-1,44	-1,05	-2,19	-4,58	-0,53	0,00	-1,09

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Évolution de la base monétaire

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Apr-23	May-23	Jun-23		Var hebdo (En milliards de CDF)	var.hebdo (En%)
	au 30	au 31	au 28	au 31	au 28	au 31	au 16	au 23		
	Prov	Prov	Prov	Prov	Prov	Prov		Accélérée		
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_ISG									0	#DIV/0!
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	4 524 092	4 041 086	4 092 960	3 597 364	3 759 873	3 792 449	5 550 898	5 545 420	-5 478	-0,09%
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)	2 246	1 988	2 010	1 767	1 805	1 637	2 341	2 321	-20	-0,85%
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	9 635 941	9 277 639	9 235 244	8 804 015	8 957 706	8 990 282	10 748 731	10 743 254	-5 478	-0,05%
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-5 111 850	-5 236 553	-5 142 284	-5 206 651	-5 197 834	-5 197 834	-5 197 834	-5 197 834	0	#DIV/0!
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	2 931 060	3 564 623	3 389 966	3 806 122	3 379 189	3 405 887	1 628 979	1 906 397	277 418	17,03%
CRÉANCES INTÉRIEURES	3 713 509	4 115 672	4 316 213	4 728 254	4 240 118	4 282 252	4 396 711	4 624 561	227 850	5,18%
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 777 444	3 046 254	3 410 219	3 595 878	3 138 508	3 003 206	3 142 666	3 355 516	212 850	6,73%
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 008 946	4 005 790	4 002 242	3 998 077	3 996 316	3 994 157	3 994 157	3 994 157	0	0,00%
<i>Dont Titres en MN</i>	2 270 117	2 309 367	2 332 917	2 348 617	2 387 867	2 411 417	2 411 417	2 411 417	0	0,00%
<i>Avances et autres comptes suspens Trésor</i>	1 738 830	1 696 424	1 669 326	1 649 460	1 608 449	1 582 740	1 582 740	1 582 740	0	0,00%
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 231 502	-959 536	-592 023	-402 199	-857 807	-990 950	-851 491	-638 641	212 850	-24,97%
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	832 357	981 406	809 438	1 016 149	992 031	1 165 044	1 140 044	1 155 044	15 000	1,31%
<i>Dont Comptes RME</i>	721 831	871 945	709 121	884 011	891 030	776 920	456 915	771 732	314 818	68,90%
<i>RME en millions de USD</i>	358	429	348	434	428	335	193	323	130	67,62%
<i>Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)</i>	0	0	0	0	0	290 000	265 000	280 000	15 000	5,66%
<i>Autres</i>	110 526	109 461	100 317	132 138	101 001	98 124	418 129	103 312	-314 818	-75,29%
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	103 707	88 012	96 556	116 227	109 578	114 001	114 001	114 001	0	0,00%
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0,00%
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	103 707	88 011	96 556	116 227	109 578	114 001	114 001	114 001	0	0,00%
AUTRES POSTES NETS	-782 449	-551 049	-926 247	-922 132	-860 929	-876 365	-2 767 732	-2 718 164	49 568	-1,79%
<i>Dont Bon BCC</i>	208 000	170 000	315 000	280 000	140 000	155 000	190 000	200 000	10 000	5,26%
BASE MONÉTAIRE	7 455 152	7 605 709	7 482 926	7 403 486	7 139 061	7 198 336	7 179 877	7 451 818	271 941	3,78%
CIRCULATION FIDUCIAIRE	3 796 882	3 605 118	3 762 702	3 908 778	3 932 358	4 000 456	4 045 196	4 107 037	61 840	1,52%
<i>Circulation fiduciaire hors système bancaire</i>	3 542 355	3 190 773	3 348 396	3 514 417	3 554 106	3 621 314	3 666 055	3 727 895	61 840	1,68%
<i>Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)</i>	254 527	414 345	414 306	394 361	378 252	379 142	379 142	379 142	0	0,00%
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 634 643	3 968 998	3 682 913	3 452 568	3 161 590	3 143 221	3 080 022	3 290 122	210 100	6,82%
<i>Dont</i>									0	#DIV/0!
<i>Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale du Congo</i>	3 251 839	3 550 537	3 292 303	3 060 873	2 765 853	2 747 476	2 687 411	2 896 293	208 882	7,73%
<i>Niveau notifié de la réserve obligatoire</i>	2 375 596	2 375 596	2 375 597	2 375 597	2 375 597	2 375 598	2 375 598	2 375 598	0	0,00%
<i>Avoirs excédentaires des banques commerciales</i>	876 242	1 174 941	916 705	685 276	390 256	371 878	311 813	520 695	208 882	66,99%
<i>** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères</i>	378 622	412 333	382 495	382 495	381 324	420 825	478 900	125 396	-353 505	-73,81%
<i>R.O en ME (En millions USD)</i>	188	203	188	188	183	182	202	52	-149	-74,01%
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	23 626	31 593	37 312	42 140	45 114	54 659	54 659	54 659	0	0,00%
									0	#DIV/0!
									0	#DIV/0!

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 11. Offre de monnaie

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Apr-23	May-23	Jun-23		Var hebdo (En milliards de CDF)	var.hebdo (En%
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Prov	au 31 Prov	au 28 Prov	au 31 Prov	au 16	au 23 Accélérée		
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	15 737 271	16 506 757	16 866 388	15 986 754	16 994 239	17 380 045	19 138 494	19 133 017	-5 478	-0,029
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	22 220 018	22 103 986	22 510 086	21 660 333	22 531 568	23 043 774	24 802 223	24 796 745	-5 478	-0,022
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-6 482 747	-5 597 229	-5 643 698	-5 673 579	-5 537 330	-5 663 729	-5 663 729	-5 663 729	0	0,000
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	10 075 814	9 173 364	9 713 717	10 161 023	9 413 906	11 048 689	9 334 980	9 402 298	67 318	0,721
CRÉANCES INTÉRIEURES	13 956 745	13 072 464	14 136 668	14 316 089	14 490 983	16 355 903	16 495 363	16 708 213	212 850	1,290
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	1 454 894	1 861 897	2 566 650	2 687 149	2 304 038	2 153 942	2 293 401	2 506 251	212 850	9,281
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 421 737	4 487 461	4 552 423	4 420 311	4 392 760	4 442 876	4 442 876	4 442 876	0	0,000
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-2 966 842	-2 625 565	-1 985 773	-1 733 162	-2 088 722	-2 288 934	-2 149 475	-1 936 625	212 850	-9,902
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	12 501 851	11 210 567	11 570 018	11 628 940	12 186 945	14 201 961	14 201 961	14 201 961	0	0,000
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	212 202	201 373	177 557	209 910	383 011	383 011	383 011	0	0,000
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 145	1 018 966	1 053 172	1 097 447	1 109 658	1 380 689	1 380 689	1 380 689	0	0,000
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 293 964	9 979 400	10 315 473	10 353 936	10 867 377	12 438 261	12 438 261	12 438 261	0	0,000
AUTRES POSTES (NET)	-3 880 931	-3 899 100	-4 422 950	-4 155 066	-5 077 077	-5 307 214	-7 160 382	-7 305 914	-145 532	2,032
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	114 992	93 895	-312 697	53 860	-737 218	-766 525	-2 619 692	-2 765 224	-145 532	5,555
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-101 782	-107 883	-83 155	-58 323	-54 811	-62 507	-62 507	-62 507	0	0,000
TITRES AUTRES QU'À ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
CRÉDITS	-7 706	-17 573	-17 606	-17 609	-61 672	-19 924	-19 924	-19 924	0	0,000
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-3 886 434	-3 867 539	-4 009 493	-4 132 994	-4 223 376	-4 458 259	-4 458 259	-4 458 259	0	0,000
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	25 813 085	25 680 121	26 580 106	26 147 777	26 408 145	28 428 734	28 473 475	28 535 315	61 840	0,217
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 542 355	3 190 773	3 348 396	3 514 417	3 554 106	3 621 314	3 666 055	3 727 895	61 840	1,687
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	14 894 471	14 780 991	15 547 852	15 259 176	15 159 435	16 427 043	16 427 043	16 427 043	0	0,000
AUTRES DÉPÔTS	7 376 258	7 708 357	7 683 858	7 374 184	7 694 603	8 380 377	8 380 377	8 380 377	0	0,000
TITRES AUTRES QU'À ACTIONS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	101 782	107 883	83 155	58 323	54 811	62 507	62 507	62 507	0	0,000
TITRES AUTRES QU'À ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
CRÉDITS	7 706	17 573	17 606	17 609	61 672	19 924	19 924	19 924	0	0,000
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	3 886 434	3 867 539	4 009 493	4 132 994	4 223 376	4 458 259	4 458 259	4 458 259	0	0,000

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 12. Autres institutions de dépôts

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Apr-23	May-23	Jun-23	Var hebdo (En milliards de CDF)	var.hebdo (En%
	au 30	au 31	au 28	au 31	au 28	au 31	au 16	au 23	
	Prov	Accélérée							
SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS SAID 2SG									0
ACTIFS EXTÉRIEURS NEIS	11 213 179	12 465 671	12 773 428	12 389 390	13 234 366	13 587 597	13 587 597	13 587 597	0
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	12 584 076	12 826 347	13 274 842	12 826 319	13 573 862	14 053 492	14 053 492	14 053 492	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 370 898	-360 676	-501 414	-466 929	-339 496	-465 895	-465 895	-465 895	0
ACTIFS INTÉRIEURS NEIS	11 389 045	10 643 797	10 861 948	10 813 719	10 141 555	11 640 377	11 640 377	11 640 377	0
CRÉANCES INTÉRIÈRES	15 310 093	14 663 500	15 084 864	14 844 698	14 876 385	16 796 590	16 796 590	16 796 590	0
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 234 499	4 725 302	4 454 972	4 240 714	3 633 489	3 557 895	3 557 895	3 557 895	0
NUMÉRAIRE	254 527	414 345	414 306	394 361	378 252	379 142	379 142	379 142	0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	3 586 716	3 936 592	3 611 559	3 467 422	2 998 690	2 807 326	2 807 326	2 807 326	0
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	393 257	374 366	429 107	378 930	256 548	371 428	371 428	371 428	0
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 322 550	-1 184 357	-843 569	-908 729	-834 470	-849 264	-849 264	-849 264	0
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	412 790	481 671	550 181	422 234	396 444	448 719	448 719	448 719	0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 735 340	-1 666 029	-1 393 750	-1 330 963	-1 230 915	-1 297 984	-1 297 984	-1 297 984	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	12 398 143	11 122 555	11 473 462	11 512 713	12 077 367	14 087 960	14 087 960	14 087 960	0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS DÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	212 202	201 373	177 557	209 910	383 011	383 011	383 011	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 144	1 018 965	1 053 172	1 097 447	1 109 658	1 380 688	1 380 688	1 380 688	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 190 257	9 891 388	10 218 917	10 237 709	10 757 799	12 324 260	12 324 260	12 324 260	0
AUTRES POSTES (NET)	-3 921 048	-4 019 703	-4 222 916	-4 030 979	-4 734 831	-5 156 214	-5 156 214	-5 156 214	0
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIES	-958 563	-996 241	-1 153 067	-854 301	-1 457 143	-1 671 043	-1 671 043	-1 671 043	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 954 779	-3 008 888	-3 052 244	-3 159 068	-3 216 015	-3 465 247	-3 465 247	-3 465 247	0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-7 006	-17 573	-17 606	-17 609	-61 672	-19 924	-19 924	-19 924	0
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	261 180	553 279	367 123	557 572	515 073	415 551	415 551	415 551	0
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	14 872 429	14 750 451	15 511 487	15 223 693	15 120 980	16 377 964	16 377 964	16 377 964	0
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	7 369 698	7 701 701	7 677 250	7 367 528	7 687 947	8 374 799	8 374 799	8 374 799	0
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	98 916	104 037	79 517	54 315	51 920	59 659	59 659	59 659	0
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 13. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Cumul/An
Emissions autorisées	113 490,00	104 400,00	119 350,00	90 572,50	154 807,87	147 052,00	729 672,3671
Emissions réalisées=	66 609,86	97 142,05	133 307,39	106 052,66	126 272,51	99 242,60	628 627,08215
Destructions = (B)	19 100,00	16 514,50	8 663,25	-00	3 280,00	12 536,64	60 094,39
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	47 509,86	80 627,55	124 644,14	106 052,66	122 992,51	86 705,97	568 532,70
Recyclage	507 261,50	373 842,96	392 155,79	421 210,52	536 035,66	387 534,82	2 618 041,25
<i>dont au Siège</i>	<i>191 249,33</i>	<i>117 799,58</i>	<i>120 645,92</i>	<i>128 510,86</i>	<i>195 919,62</i>	<i>161 293,51</i>	<i>915 418,83</i>
<i>dont en provinces (*)</i>	<i>316 012,17</i>	<i>256 043,38</i>	<i>271 509,87</i>	<i>292 699,66</i>	<i>340 116,04</i>	<i>226 241,32</i>	<i>1 702 622,43</i>

Source : Banque Centrale du Congo.